

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-23

Objet : Remboursement par anticipation de deux emprunts auprès de la Banque des Territoires

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière d'emprunts,

Vu les lignes d'emprunts N°1260355 et 5028111 contractées en 2013 et 2014 auprès de la Banque des Territoires, indexées sur le livret A avec une marge de 1%,

Considérant que la CoVe dispose d'un niveau de trésorerie lui permettant de procéder à des opérations de remboursement par anticipation sans nécessité de refinancement immédiat,

Considérant que les montants estimés d'indemnités de remboursement par anticipation rendent intéressantes d'un point de vue financier une opération de remboursement par anticipation,

Décide

Article 1 : De rembourser par anticipation les emprunts susvisés à la date du 1^{er} juin 2023, dans les modalités suivantes :

Ligne N°1260355

- Capital remboursé par anticipation : 915 188,37 €

Ligne N°5028111

- Capital remboursé par anticipation : 845 619,59 €

Il est précisé que les montants d'indemnités forfaitaires de remboursement par anticipation seront arrêtés définitivement au moment de la réalisation de l'opération.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.



Fait à Carpentras, le 12 avril 2023


Jacqueline BOUYAC
Présidente de la CoVe

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr